



Affaire suivie par :

Florian RODRIGUEZ  
Domaine Informatique &  
Electronique  
Tél. : 01 69 26 64 06  
Courriel : [florian.rodriquez@cea.fr](mailto:florian.rodriquez@cea.fr)

**TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE DES  
LOGICIELS ARGOS CORE**

**Projet de Marché CEA/DIF n° DIE-B24-08893-FR**

**ENTRE :**

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommé « **CEA** »  
d'une part,

**ET :**

La société **NOM DE LA SOCIETE**, NATURE DE LA SOCIETE au capital de MONTANT euros, sise au ADRESSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Ville sous le numéro R.C.S. VILLE B SIREN, ayant son siège social à ADRESSE, représentée par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommée « **Titulaire** »  
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

**TABLE DES MATIERES**

<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 - DOCUMENTS A REMETTRE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 - INTERLOCUTEURS.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9 - RECEPTION ET GARANTIE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 - MONTANT - REGIME FISCAL .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DE L'INFORMATION .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 14 - PENALITES.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 15 - RESILIATION .....</b>	<b>15</b>
<b>ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES .....</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....</b>	<b>17</b>



## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de la Tierce Maintenance Applicative des logiciels Argos Core, ci-après désignée « les Prestations », pour le compte du centre CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Bruyères-le-Châtel (91).

Ces Prestations seront réalisées pour le compte du Département Analyse, Surveillance, Environnement (DASE).

## **ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES**

**2.1** Les dispositions du présent marché et de ses annexes prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- le Cahier des Charges référencé <XXXX> du <XX/XX/XXXX> ,
- l'organisation pour la maîtrise des interventions des entreprises extérieures intervenant sur le centre du CEA/DAM-Île de France référencée SYM SS00U RCJ INS 19000114 A du 21/03/2019,
- le règlement intérieur de l'établissement CEA DAM Île de France du 16/02/2024,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée <XXXX> du <XX/XX/XXXX>.

**2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS**

### **3.1 Généralités**

Les Prestations se décomposent en :

- une part ferme :
  - poste 10 : phase d'initialisation,
  - poste 30 : maintenance corrective,
  - poste 40 : maintenance évolutive (dans la limite de 280 jours / hommes),
  - poste 50 : réversibilité continue et gestion de configuration,
- une part optionnelle :
  - poste 20 (option 1) : intégration de nouveaux calculs de statistiques en BDD ArgosStats,
  - poste 60 (option 2) : réversibilité ponctuelle,

Le cas échéant, la levée d'une ou des options (1 et 2) sera notifiée par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de 15 jours avant la date de démarrage de l'option.

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si la (les) option(s) ne sont pas levées par le CEA.

### 3.2 Modalités d'intervention pour la maintenance corrective

Les délais de prise en compte et de correction qui devront être appliqués par le Titulaire sont les suivants :

Pour une anomalie bloquante (tout dysfonctionnement rendant le système inexploitable) :

- accusé-réception par le Titulaire de l'anomalie : 1 jour ouvré après émission de l'anomalie vers le Titulaire,
- analyse, diagnostic et prévision de correction de l'anomalie transmise par le CEA : 3 jours ouvrés à compter de l'accusé de réception de la demande par le Titulaire,
- traitement de la demande, livraison et réception des prestations de maintenance corrective : 5 jours ouvrés à compter de l'analyse de l'anomalie par le Titulaire.

Pour une anomalie non bloquante (tout dysfonctionnement conduisant à des comportements et des résultats erronés, mais pouvant être contourné) :

- accusé-réception par le Titulaire de l'anomalie : 1 jour ouvré après émission de l'anomalie vers le Titulaire,
- analyse, diagnostic et prévision de correction de l'anomalie transmise par le CEA : 3 jours ouvrés à compter de l'accusé de réception de la demande par le Titulaire,
- traitement de la demande, livraison et réception des prestations de maintenance corrective : 15 jours ouvrés à compter de l'analyse de l'anomalie par le Titulaire.

### 3.3 Modalités d'intervention pour la maintenance évolutive

Les délais de prise en compte et de remise de devis (charge et durée) appliqués par le Titulaire sont les suivants :

- accusé-réception par le Titulaire de la demande d'évolution : 1 jour ouvré après émission de la demande,
- remise de devis par le Titulaire suite à la demande formulée par le CEA : 8 jours ouvrés à compter de l'enregistrement de la demande.

## **ARTICLE 4 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION**

**4.1** Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification par le CEA. Le présent marché sera réputé terminé au parfait achèvement des Prestations.

**4.2** T0 correspondant à la date de réunion de démarrage, l'exécution des Prestations s'effectuera selon le planning suivant :

- poste 10 : T0 + 3 mois (=T1),
- poste 20 (option 1 – en cas de levée) : T0' + 1 mois maximum (où T0' correspond à la date de levée de l'option),
- poste 30 : T1 +24 mois (=T2),
- poste 40 : T1 +24 mois (dans la limite de 280 jours / hommes),
- poste 50 : T1 +24 mois,
- poste 60 (option 2 – en cas de levée) : T0'' + 1 mois (où T0'' correspond à la date de levée de l'option),
- poste 70 (option 3 – en cas de levée) : T2 + 36 mois (prolongation de la maintenance corrective pour une durée de 36 mois),

- poste 80 (option 4 – en cas de levée) : T2 + 36 mois (prolongation de la maintenance évolutive pour une durée de 36 mois, dans la limite de 420 jours / hommes),
- poste 90 (option 5 – en cas de levée) : T2 + 36 mois (prolongation de la réversibilité continue et gestion de configuration pour une durée de 36 mois).

Le cas échéant, la levée d'une ou des options (3 à 5) sera notifiée par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de 2 mois avant la date de démarrage de l'option.

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si la (les) option(s) ne sont pas levées par le CEA.

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **5.1 Responsabilité - Lieu d'exécution**

Les Prestations, objet du présent marché, seront exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire en partie dans ses locaux ou ceux du CEA, situé à Bruyères-le-Châtel.

Les Prestations réalisées dans les locaux du CEA seront exécutées sous l'autorité du personnel d'encadrement du Titulaire. Ce dernier devra prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'aura droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le personnel du Titulaire ne sera pas autorisé à intervenir sur site avec un véhicule personnel.

### **5.2 Prestations à la demande sur devis préalable (pour les postes 40 et 80 (option 4))**

Dès la survenance d'un besoin de maintenance évolutive, le CEA transmet une demande de devis par courriel au Titulaire. Le Titulaire remet au CEA un devis dans un délai de 8 jours ouvrés, à compter de la réception de la demande.

Chaque devis comprend :

- ➔ La désignation des prestations envisagées et leur volumétrie ;
- ➔ Les délais associés ;
- ➔ Les contraintes d'intervention sur site le cas échéant ;
- ➔ Les coûts unitaires et le montant total (basés sur les taux horaires des profils en annexe 1) ;
- ➔ La référence du présent marché ;
- ➔ La date d'émission.

L'acceptation écrite du devis par le CEA vaut « ordre de service » pour le Titulaire. Le Titulaire ne peut engager aucun travail sans accord préalablement et expressément accepté par le CEA par écrit.

### **5.3 Moyens mis par le CEA à la disposition du Titulaire**

#### *Accès aux réseaux informatiques CEA*

Le Titulaire devra se conformer à l'ensemble des règles d'utilisation des systèmes d'information applicables sur l'établissement CEA/DIF. Si besoin, le CEA pourra accorder au Titulaire un accès au réseau non classifié du CEA/DAM, après analyse de la demande, et dans la limite des besoins nécessaires à la bonne exécution des Prestations.

Cet accès se traduira par l'ouverture d'un compte nominatif au nom de l'exécutant des Prestations. Le Titulaire devra fournir au CEA tous les renseignements nécessaires à cette ouverture de compte.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le respect des règles susmentionnées. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne

dégageront en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des Prestations à l'ensemble des textes en vigueur et au Cahier des Charges, jusqu'au prononcé de la réception du présent marché.

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment l'exécution du présent marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

#### **5.4 Horaires**

Les horaires d'ouverture de l'établissement CEA/DIF sont de 7h30 à 19h30, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h20 à 17h, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'installation qui se chargera d'avertir la Formation locale de sécurité (FLS) du CEA, si nécessaire.

#### **5.5 Réunions de suivi**

La réalisation des Prestations donnera lieu à des réunions de suivi d'exécution entre les responsables désignés par chacune des Parties. A l'issue de chaque réunion, le Titulaire établira un compte rendu transmis au CEA dans un délai maximal de 2 jours ouvrés, pour approbation préalable avant diffusion. Les réunions prévues dans le cadre du présent marché sont les suivantes :

- une réunion de démarrage,
- des comités de suivi mensuels,
- des comités de pilotage semestriels,
- des réunions techniques à la demande,
- une réunion de clôture.

#### **5.6 Accidents du travail**

Les dispositions relatives aux accidents du travail sont décrites à l'article 13.6 « Informations – Déclarations » des CGA.

Le Titulaire est tenu d'informer sans délai le CEA (Chef d'installation, Responsable de contrat d'installation ou représentant du Maître d'ouvrage dans le cas d'un chantier de bâtiment ou de génie civil) de tout accident du travail survenu à l'un de ses travailleurs ou des travailleurs de ses sous-traitants, quel que soit leur rang, de toute maladie professionnelle affectant ces derniers.

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses travailleurs ou d'un des travailleurs de ses sous-traitants autorisés pour le présent marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (DIF/ED/ISE - Bât AD - BRUYERES LE CHATEL, 91297 ARPAJON Cedex) du CEA/DIF dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/DIF :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

**ARTICLE 6 - DOCUMENTS A REMETTRE**

**6.1** Le Titulaire s'engage au titre du présent marché, à remettre au CEA les documents suivants tout au long des Prestations (cf. §10.6 du Cahier des charges) :

- au titre de la phase d'initialisation (poste 10) :
  - les plateformes de maintenance mises en place par le titulaire,
  - une version des logiciels Argos Core, générée depuis les plateformes de maintenance du titulaire.
- au titre de l'intégration de nouveaux calculs de statistiques en BDD ArgosStats (poste 20 (option 1 – en cas de levée)) :
  - la nouvelle version complète des logiciels :
    - une archive GIT incluant :
      - les nouvelles procédures stockées ainsi que leurs configurations, si le choix de la PSE utilise cette méthode, sinon les collecteurs modifiés,
      - les fichiers sources,
      - les projets et/ou « Makefile »,
      - les outils de génération et de compilation,
    - la documentation technique (DSL, DCL),
    - la documentation de la version (manuel utilisateur),
    - la description des modifications apportées par rapport à la précédente version des logiciels Argos Core et des causes de ces modifications (« changelog »),
    - le PV de recette « usine »,
    - le bordereau de livraison avec les informations suivantes : historique des versions des logiciels Argos Core et de ses dépendances, liste des anomalies corrigées, liste des évolutions implémentées, état des lieux de la documentation,
- au titre de la maintenance corrective (postes 30 et 70 (option 3 – en cas de levée)) :
  - les versions correctives des logiciels Argos Core (binaires),
- au titre de la maintenance évolutive (postes 40 et 80 (option 4 – en cas de levée)) :
  - les nouvelles versions complètes des logiciels Argos Core comprennent :
    - tous les paquets RPM d'Argos Core,
    - une archive GIT incluant :
      - les fichiers sources,
      - les projets et/ou « Makefile »,
      - les outils de génération et de compilation,
    - la documentation technique (DSL, DCL),
    - la documentation de la version (manuel utilisateur),
    - la description des modifications apportées par rapport à la précédente version des logiciels Argos Core et des causes de ces modifications (« changelog »),
    - le PV de recette « usine »,

- le bordereau de livraison avec les informations suivantes : historique des versions des logiciels Argos Core et de ses dépendances, liste des anomalies corrigées, liste des évolutions implémentées, état des lieux de la documentation,
  - au titre de la réversibilité continue et gestion de configuration (postes 50 et 90 (option 5 – en cas de levée)) :
    - le plan de réversibilité initial au démarrage des Prestations concernées,
  - au titre de la réversibilité ponctuelle (poste 60 (option 2 – en cas de levée)) :
    - le plan de réversibilité finalisé au démarrage des Prestations concernées,
    - des supports de formation au début du poste,
    - à l'issue du poste, la version complète finale des logiciels Argos Core.
- 6.2** Les documents remis au CEA devront être fournis à la fois sur support papier (un original et une copie) et informatique, en langue française. Des duplications de fichiers devront pouvoir être faites et les logiciels et versions utilisés avoir fait l'objet d'un accord préalable du CEA.
- 6.3** Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent marché ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

## **ARTICLE 7 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- pour le CEA :           <XXXXXXXXXX>                           Tél : <XX XX XX XX XX> ,
- pour le Titulaire :   <XXXXXXXXXX>                           Tél : <XX XX XX XX XX> .

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

## **ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours avant le démarrage de la prestation concernée, la demande d'acceptation du sous-traitant accompagnée des documents afférents (formulaire transmis sur simple demande adressée au Bureau des Affaires Commerciales).

## **ARTICLE 9 - RECEPTION ET GARANTIE**

Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 2 au présent marché).



## **ARTICLE 10 - MONTANT - REGIME FISCAL**

### **10.1 Montant**

Le montant du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de **<mois et année de remise de l'offre>**, est plafonné à la somme de **<XX,XX> € HT (<XXXX> EUROS HORS TAXES)**, toute sujétion incluse.

Ce montant est estimatif et ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

### **10.2 Régime fiscal**

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

## **ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX**

Les prix visés à l'article 9 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de **<mois et année de remise de l'offre>**.

Ils sont révisibles annuellement au mois de **<mois anniversaire du marché>**. Un mois avant cette échéance, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des affaires commerciales (BACO) du CEA/DIF une nouvelle proposition de prix pour l'année suivante, qui pourra faire l'objet d'une négociation.

En tout état de cause, si les Parties ne parvenaient pas à un accord, les prix seraient révisés dans la limite maximale de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 \times \frac{\text{Indice 1}}{\text{Indice 10}})$$

dans laquelle :

P = prix révisé,

P<sub>0</sub> = prix initial

Indice<sub>10</sub> = valeur de l'indice SYNTEC (identifiant INSEE : SYNTEC), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, pour le mois de **<mois et année de remise de l'offre>**,

Indice<sub>1</sub> = valeur de ce même indice, pour le mois de **<mois M-4 ou plus par rapport au mois de révision>** précédant la date de révision des prix.

Au cas où les dispositions du présent article n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Dans le cas où le jeu de la formule conduirait à une augmentation supérieure à 3 % l'an, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

## **ARTICLE 12 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

### **12.1 Conditions de facturation**

#### *12.1.1. Formalisme de la facturation*

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : DIF-D,
- le n° complet du présent marché soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. annexe 1).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour toute demande concernant le portail CHORUS : [cea-dam-demat@cea.fr](mailto:cea-dam-demat@cea.fr)

Pour toute demande concernant la comptabilité fournisseur : [cea-dam-comptabilite@cea.fr](mailto:cea-dam-comptabilite@cea.fr)

#### *12.1.2. Présentation des révisions de prix*

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

#### *12.1.3. Règlement des factures*

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,
- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

A défaut, toute facture émise sans le justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclée ».

### **12.2 Conditions de paiement**

Le montant du présent marché sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

- poste 10 : 100 % du montant HT du poste à la réception prononcée sans réserves par le CEA des livrables du poste, sur procès-verbal signé contradictoirement par les Parties,
- poste 20 (option 1) : 100 % du montant HT du poste à la réception prononcée sans réserves par le CEA des livrables du poste, sur procès-verbal signé contradictoirement par les Parties,
- postes 30 et 70 (option 3 – en cas de levée) : semestriellement, à terme échu,

- poste 40 et 80 (option 4 – en cas de levée) : 100% du montant des prestations effectivement réalisées, préalablement acceptées sur devis par le CEA, après acceptation sans réserves par le CEA, sur procès-verbal signé contradictoirement par les Parties,
- poste 50 et 90 (option 5 – en cas de levée) : semestriellement à la réception prononcée sans réserves par le CEA, sur procès-verbal signé contradictoirement par les Parties,
- poste 60 (option 2) : 100 % du montant HT du poste à la réception prononcée sans réserves par le CEA des livrables du poste, sur procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

## **ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DE L'INFORMATION**

**13.1** Le Titulaire s'engage à protéger la confidentialité des informations ou supports du CEA dans les conditions définies à l'article 11 des CGA. Les informations ou supports du CEA portant les mentions « diffusion limitée » ou « confidentiel + portée<sup>1</sup> » sont des Informations Confidentielles.

**13.2** Si le Marché implique l'échange d'informations ou supports portant la mention « Diffusion Restreinte » entre le CEA et le Titulaire, les conditions définies par les paragraphes infra s'appliquent.

Le Marché est un marché qui implique l'accès ou la détention d'Informations ou Supports Protégés (ISP) de niveau maximum Diffusion Restreinte, au sens de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles, ainsi qu'au sens de de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »).

13.2.1. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du Marché la protection des Informations ou Supports Protégés (ISP), qu'il sera amené à gérer dans le cadre de l'exécution du Marché.

13.2.2. Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
  - o de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »),
  - o de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles,
  - o de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »),
  - o des Dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte, référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188, dans leur version applicable.
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) couverts par le secret de la défense nationale.

13.2.3. Le Titulaire s'engage à assurer la confidentialité des ISP, portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du Marché.

- Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation préalable écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit Marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

<sup>1</sup> La « Portée » vise à caractériser le domaine d'application ou la portée de la diffusion.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties au Marché.

13.2.4. Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel (non habilité) appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
  - o de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
  - o de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles.
- de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les ISP de niveau Diffusion Restreinte qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) couverts par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée (ou le cas échéant des personnels habilités) accèdent aux ISP. Le Titulaire s'engage à présenter au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus sur simple demande du CEA.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité des informations ou supports transmis par le CEA et à répercuter à ses personnels cette obligation de confidentialité.

13.2.5. Les échanges d'ISP de niveau Diffusion Restreinte par messagerie doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral ou « Zed » de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

S'agissant de la maîtrise des échanges et supports autorisés, les règles suivantes s'appliquent à tous les acteurs du Marché, le CEA, le Titulaire, y compris ses éventuels cotraitant(s) et/ou sous-traitant(s) :

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION LIMITEE OU CONFIDENTIEL + portée (ex « DIFFUSION ORDINAIRE »)
Messagerie électronique	Conteneur chiffré	Conteneur chiffré quand la sensibilité le nécessite (accord préalable CEA avant diffusion)
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, Wetransfer, Google Drive, etc...)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par le CEA DAM (OCSSI) Conteneur chiffré	
En attachement à un service externalisé (WebEx, etc...)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré	Conteneur chiffré quand la sensibilité le nécessite (accord préalable CEA avant diffusion)
DVDrom ou CDrom		

13.2.6. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations du présent Marché est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA.

13.2.7. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

13.2.8. *Restitution des informations et supports :*

- A l'achèvement du Marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent Marché.
- Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde, à l'aide d'outils agréés par l'ANSSI.

13.2.9. Si dans le cadre de l'exécution du Marché, le Titulaire est amené à se rendre dans une zone CEA abritant des ISC, le CEA pourra mener préalablement une enquête administrative.

## **ARTICLE 14 - PENALITES**

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

### **14.1 Retard d'exécution**

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Prestations, ou une des composantes des Prestations, dans les délais fixés aux articles 3 et 4 ci-dessus, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard mentionnées infra.

Les anomalies et les NRP (Non-Respect du Processus) sont définis au §3 du Cahier des charges.

#### **14.1.1. Pour les Prestations de maintenance corrective**

Les délais de prise en compte et de réponse à une demande d'assistance dans le cadre de la maintenance corrective sont définis au §8.3.1 du Cahier des charges.

En cas de non-respect de ces délais de résolution par le Titulaire, et par dérogation à l'article 24 des CGA, le montant de la pénalité sera de :

- En cas de non-respect mineur du processus de gestion de la maintenance corrective (anomalie non bloquante), le Titulaire se verra appliquer une pénalité de 40 € HT par jour calendaire de retard à la livraison du ou des correctifs attendus, à compter de la constatation par le CEA d'une anomalie non bloquante jusqu'à sa date de résolution ;
- En cas d'un non-respect majeur du processus de gestion de la maintenance corrective (anomalie bloquante), le Titulaire se verra appliquer une pénalité de 120 € HT par jour calendaire de retard à la livraison du ou des correctifs attendus, à compter de la constatation par le CEA d'une anomalie bloquante jusqu'à sa date de résolution.

#### **14.1.2. Pour les Prestations de maintenance évolutive**

Les délais de prise en compte et de réponse à une demande d'assistance dans le cadre de la maintenance évolutive sont définis au §8.3.2 du Cahier des charges.

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Prestations dans les délais fixés sur devis remis au CEA, par dérogation à l'article 24 des CGA, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, une pénalité de 2/1000 (deux pour mille) du montant du devis correspondant.

#### **14.2 Non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité**

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecte pas l'une des règles d'hygiène et de sécurité appliquées par le CEA pour la réalisation de prestations sur son centre et précisées notamment à l'article 2 du présent marché, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Par dérogation à l'article 17.3 des CGA, le montant de la pénalité sera de 200 EUROS par fait générateur constaté par les autorités du CEA responsables du respect des règles susvisées.

Sont d'ores et déjà considérés comme des faits générateurs :

- non-respect des dispositions de l'article 5.6 du présent marché,
- absence du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants à l'élaboration du plan de prévention,
- non-respect des règles de ce plan,
- absence de port d'un équipement de protection individuelle.

#### **14.3 Mesure pour mauvaise exécution**

Si les Prestations ne correspondent pas aux attentes du CEA, le Titulaire les reprendra à ses frais. Le CEA fixera un nouveau délai de réalisation ou à défaut pourra demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Prestations, aux frais et risques du Titulaire.

#### **14.4 Application des pénalités**

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

#### **14.5 Caractère des pénalités**

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

**ARTICLE 15 - RESILIATION**

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le



**ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES**





**ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION**

Le CEA

Le Titulaire

Marché/Accord-cadre/Commande n° .....

Lot/phase/période : .....

**Rejet (réception refusée) :**

le    /    /

**MOTIFS :****Ajournement (délais accordés pour intervenir) :**

le    /    /

**MOTIFS :****Réception validée :**

le    /    /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le : .....

Pour le CEA
<b><u>Visa(s)</u></b>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<b><u>Signature et cachet du CEA</u></b>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

Pour le Titulaire
<b><u>Visa(s)</u></b>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<b><u>Signature et cachet du Titulaire</u></b>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :